

11/12
24/2

HISTOIRE
DU
PEUPLE DE GENÈVE

DEPUIS
LA RÉFORME JUSQU'A L'ESCALADE

PAR
AMÉDÉE ROGET

TOME DEUXIÈME. — 2^m LIVRAISON.

GENÈVE
JOHN JULLIEN, LIBRAIRE-ÉDITEUR
PLACE DU BOURG-DE-FOUR, 32

1873

IV

PROCÈS DE PIERRE AMEAUX. ¹

Les magistrats auxquels le suffrage populaire confia le bâton syndical pour 1546, *Cl. Roset, J. Lambert, A. Corne, Cl. Dupan*, n'étaient pas destinés à conduire le vaisseau de l'Etat dans des eaux paisibles.

¹ On sait que le professeur Galiffe a inséré dans les *Mémoires de l'Institut national genevois* (1863) un mémoire fort détaillé concernant le procès de Pierre Ameaux.

M. Galiffe décore un peu pompeusement Ameaux du titre de *capitaine de l'artillerie et gouverneur des munitions de guerre de la République*. Or, l'office de *capitaine* de l'artillerie était exercé par le conseiller Ami Gervais et Ameaux était simplement un des deux citoyens chargés de surveiller les munitions sous les ordres du capitaine de l'artillerie. Le fait est qu'Ameaux, admis dans les rangs du Petit Conseil en 1535, n'avait marqué en aucune façon jusqu'au moment où le procès dans lequel il fut impliqué lui eut procuré une notoriété dont il se serait bien passé. Nous ne trouvons guère son nom mentionné que dans deux circonstances ; un jour il se met en avant comme

Calvin, qui s'était aperçu que les opposants s'enhardissaient et serraient leurs rangs, voulut savoir si les magistrats étaient résolus à lui prêter main forte et à faire respecter dans toute sa rigueur le régime discipli-

éditeur de la réponse de Calvin à Sadolet, une autre fois il sollicite l'autorisation de fabriquer des cartes à jouer.

Si M. Galiffe tend à jeter sur Ameaux un lustre quelque peu usurpé, par contre M. Gaberel est entraîné à présenter sous un jour très-défavorable un personnage qui semble avoir encouru d'une manière toute spéciale l'animosité de Calvin. Il prétend qu'Ameaux avait fait profession ouverte de matérialisme et propagé les maximes délétères des *libertins spirituels*. Or, c'est là une supposition tout au moins hasardée. L'honorable écrivain n'a pas réfléchi qu'il eût été alors impossible à qui que ce fût, à plus forte raison à un conseiller, de professer ouvertement le matérialisme et que si un pareil grief eût pu être invoqué contre Ameaux, on ne se fût pas donné la peine de relever à sa charge des propos malsonnants tenus contre Calvin. Il est bien vrai que Calvin publia vers ce temps (en 1545) un écrit *contre la secte phantastique et furieuse des libertins qui se nomment spirituels*. Mais on ne saurait tirer de cette coïncidence aucune conclusion relative aux opinions d'Ameaux. Calvin, d'ailleurs, ni dans cet écrit où il nomme pourtant plusieurs représentants de la secte qu'il combat, ni dans sa correspondance, ne fait d'allusion à des ramifications que cette secte aurait eues à Genève.

Gautier, qui avait eu sous les yeux les pièces du procès qu'on ne retrouve plus dans nos archives, dit qu'il y est question d'objections qu'aurait faites Ameaux à Calvin au sujet du *péché contre le Saint-Esprit* ; or, ces objections accusent un esprit curieux et discuteur, mais nullement un parti pris dans un sens irrégulier.

Ameaux, il est vrai, avait été un des citoyens qui, en 1537,

naire. Ce fut aux dépens du conseiller Pierre Ameaux que cette épreuve se fit.

Le 27 janvier, on était venu révéler au Conseil que P. Ameaux avait dit que « M. Calvin n'estoit qu'un

avaient le plus longtemps persisté à s'opposer à la prescription ordonnant la signature de la confession de foi ; mais ce fait ne saurait être un motif suffisant pour ranger Ameaux parmi les gens irréligieux et on s'expliquerait difficilement qu'il fût venu à l'esprit d'un fauteur avoué de l'incrédulité de publier un écrit de Calvin, alors que ce dernier était en exil. D'ailleurs, Ameaux fut précisément exclu du Conseil pendant l'administration des Articulants et revint aux affaires après le retour de Calvin.

Gaberel allègue à l'appui de son dire les propos scandaleux tenus par l'épouse d'Ameaux, propos qui à diverses reprises amenèrent cette femme extravagante à la barre du Consistoire. Mais Ameaux ne saurait être équitablement rendu responsable des fredaines reprochées à sa femme, puisqu'il fit valoir le dévergondage de cette dernière (elle disait, entre autres énormités, que « tous les hommes sont ses maris ») pour réclamer son divorce.

De son côté, Galiffé prétend expliquer la rigueur dont fit preuve Calvin par le ressentiment que ce dernier aurait conservé parce qu'Ameaux s'était employé trois ans auparavant, d'accord avec le propriétaire, à le faire déguerpier de l'appartement qu'il avait occupé après son retour. Or, il n'est nullement nécessaire de faire intervenir un mobile aussi mesquin. Calvin ne se préoccupait guère, croyons-nous, de la personne d'Ameaux qui lui était assez indifférente. Il s'agissait essentiellement pour lui d'établir par un exemple public qu'on ne pouvait pas impunément blâmer la direction qu'il cherchait à imprimer à l'Etat.

Picard, ung meschant homme, qu'il preschait une fausse doctrine et que luy, P. Ameaux, le vouloit maintenir. ¹ »

C'était dans un souper auquel il avait invité trois amis, qu'Ameaux avait ainsi malmené le réformateur. L'imprudent amphytrion aurait, en outre, dit (c'est ce qui ressort des informations prises ultérieurement) que le magistrat ne savait se décider à rien sans prendre l'avis de Calvin, que ce dernier était en fait *plus qu'un évêque*, que si on n'y prenait garde, les ministres français se rendraient maîtres de la ville, que Calvin avait eu grand tort de vouloir s'abstenir de la Cène à cause de ses dissentiments avec Roset, puisque les ministres doivent donner l'exemple du pardon des injures, et qu'il avait cherché à empêcher que les jeunes gens fussent instruits dans la langue latine.

Ce qui rendait cette dénonciation particulièrement grave, c'est que le personnage accusé de s'être exprimé sur le compte du réformateur avec si peu de ménagement était membre du Conseil, et que parmi les trois convives qui faisaient la dénonciation se trouvait aussi un conseiller, Pierre Vernaz. ²

¹ Deux jours avant le dépôt de la plainte portée contre Ameaux, Calvin était venu au Conseil pour rendre deux écus que la Seigneurie lui avait envoyés à l'occasion d'une indisposition. Le Conseil le pria alors d'agréer un bossot de vin qu'A. Perrin fut chargé d'acheter; on remboursa en même temps 6 fl. aux syndics qui avaient été souper avec Calvin.

² La réélection du Petit Conseil eut lieu pendant la déten-